

Compte rendu

Gilles FAVAREL GARRIGUES, *La verticale de la peur. Ordre et allégeance en Russie poutinienne*. Paris : La découverte, 2023, 236 p.

Victor VIOLIER

Chercheur à l'IRSEM/Chercheur associé à l'ISP

IRSEM, ISP (FR)

victor.violier@gmail.com

Doi : 10.5077/journals/connexe.2024.e1699

Refusant d'associer l'exercice du pouvoir sous Poutine à une culture russe spécifique ou à une fatalité historique, et travaillant à rebours des « travaux qui cherchent à clore l'analyse du régime politique en lui accolant l'étiquette la plus appropriée » (p. 11), Gilles Favarel-Garrigues entend, par ce dense ouvrage de synthèse, éclairer la mécanique du pouvoir à l'œuvre en Russie depuis plus de deux décennies.

L'auteur est un fin connaisseur de cette société politique qu'il étudie depuis près de trente ans, après un premier travail pour sa thèse de doctorat qui portait sur la lutte contre la criminalité économique en Union soviétique et dans la jeune Russie démocratique. Dans cet ouvrage, il porte son attention sur ce qui fait l'ancrage social et politique du poutinisme, soucieux de ne pas reproduire les écueils fréquents consistant à personnaliser à outrance le pouvoir de Vladimir Poutine, à attribuer aux Russes dans leur ensemble des valeurs communes qui justifieraient leur attachement à un pouvoir autocratique, ou encore à surestimer l'effet anesthésiant de la propagande d'État sur la population russe.

Dans un premier chapitre, Gilles Favarel-Garrigues revient sur la genèse de la « dictature de la loi » promise par Vladimir Poutine dès son arrivée au pouvoir, lors de son discours annuel à la nation, en 2000. L'auteur présente en détails le cas emblématique de la déchéance d'Alexandre Chestoune, notable ordinaire ayant profité de la transition à l'économie de marché, qui refuse de retirer sa candidature à l'élection cantonale d'un district de la région de Moscou et s'attire les foudres des représentants du pouvoir. Malgré ses courageuses tentatives de résister à l'impitoyable machine à déchoir, Alexandre Chestoune finira broyé par un véritable rouleau compresseur « amalgamant fuites du renseignement, révélations médiatiques et justice aux ordres » (p. 19). Dans la Russie de Vladimir Poutine, cette « dictature de la loi » constitue « le moyen d'assurer la domination politique en orientant les procédures et décisions judiciaires en faveur du pouvoir » (p. 27). En ce sens, l'usage arbitraire du droit l'éloigne du modèle de l'État de droit, mais n'en confère pas moins un rôle central à la justice, pour maintenir et justifier l'ordre social et politique, contredisant un puissant sens commun qui postule un « nihilisme juridique ». Ainsi l'auteur ne s'arrête pas à une vision statique de la verticale du pouvoir et montre, au contraire, la manière dont celle-ci ouvre un champ du possible pour les élites dans la régulation de leurs abus et de leurs



règlements de comptes. Dans ce contexte, la corruption est un privilège octroyé par un supérieur hiérarchique, assurant l'accès à des rentes bureaucratiques et impliquant des obligations sous peine d'être retiré à tout moment à celui qui en bénéficie.

La verticale du pouvoir se maintient par la peur que crée, chez les élites, la dictature de la loi. Elle est en ce sens le ciment de l'ordre politique dans la Russie contemporaine. C'est ainsi que l'on peut lire le vaste mouvement de répression qui a cours à compter de 2012 parmi les dirigeants de régions et de grandes villes et qui frappe par son ampleur inédite. Au total, ce sont plus de deux cents hauts-responsables politiques et administratifs qui se retrouvent poursuivis par la justice, aboutissant à des condamnations à des peines souvent très sévères. Parmi eux, le cas singulier et néanmoins emblématique de Sergueï Fourgal avait défrayé la chronique à l'été 2020. Ce candidat au poste de gouverneur de Khabarovsk, victorieux face au candidat du parti du pouvoir, Russie Unie, avait été arrêté, accusé d'avoir commandité le meurtre de deux hommes d'affaire de la région. Son arrestation avait alors déclenché une importante et durable mobilisation locale. Autre cas significatif, celui d'Evgueni Ourlachov qui, une fois élu à la mairie de Iarovslav le 1^{er} avril 2012, projetait de faire de sa ville « une avant-garde du printemps russe », avant d'être poursuivi puis condamné pour des faits de corruption. Ces affaires judiciaires servent donc à faire taire des voix discordantes.

La période de Boris Eltsine avait été marquée par la guerre des *kompromaty* dans laquelle le renseignement jouait un rôle crucial en alimentant les luttes de pouvoir. Le terme « kompromat » est un terme russe qui désigne les documents compromettants, qui peuvent être authentiques ou fabriqués, diffusés à l'initiative d'un service de renseignement afin de nuire à une personnalité publique et entacher sa réputation. Comme le rappelle l'auteur, les années 1990 ont représenté l'âge d'or des « technologues politiques sales » et des « campagnes de communication noires » (pp. 38-39). Issu des services secrets, Vladimir Poutine s'est attaché à centraliser et verrouiller le monopole de la fabrique des *kompromaty*. Il a même, pour ce faire, entrepris la création de nouveaux services spécialisés sur le renseignement économique et financier. Correspondant aux recommandations des pays occidentaux et des organisations internationales, cet agenda réformateur a constitué une opportunité pour le pouvoir russe de mieux surveiller les élites dirigeantes et les milieux d'affaires. À cette occasion, les banques ont été mises à contribution, exerçant des missions de police, dans un mouvement de rapprochement entre services répressifs et système bancaire.

Le deuxième chapitre s'ouvre sur le stupéfiant récit des propres déboires de l'auteur, arrêté en 2008 au siège du district fédéral de l'Oural, interrogé dans les locaux du FSB, jugé puis expulsé en moins de 24 heures, alors qu'il effectue une mission de recherche de terrain, à Ekaterinbourg. Comme l'explique Gilles Favarel-Garrigues, la retranscription, certes subjective, de cet épisode permet de « réinscrire la "dictature de la loi" dans des routines bureaucratiques, dans le quotidien de l'intimidation » (p. 71). À partir d'une enquête sur la justice commerciale et de questionnements sur l'exécution des décisions de justice, il s'intéresse à la profession d'huissiers et à la manière dont une partie d'entre eux se mue en « maîtres-chanteurs » professionnels, maniant la menace et l'intimidation tout en monnayant leurs relations avec les autorités, en particulier les services répressifs et la police. En effet, la dictature de la loi ne se résume pas, loin s'en faut, à un ensemble de contraintes, mais représente également un univers d'opportunités pour les acteurs dans un contexte de marchandisation des savoir-faire coercitifs en Russie post-soviétique. Ainsi, « la dictature de la loi » se prête à des usages décentralisés tandis que « la mise en scène de l'arbitrage

présidentiel place ceux qui détiennent une parcelle de pouvoir discrétionnaire dans l'insécurité, en leur montrant que ce privilège peut se révéler aussi éphémère qu'incertain » (p. 102).

Le troisième chapitre se penche, quant à lui, sur la demande de sécurité de la population et les modalités selon lesquelles la mise en scène de l'intransigeance du pouvoir participe de sa légitimité. Face à la forte corruption de la classe dirigeante, cette demande d'intransigeance – la peine de mort à l'égard des auteurs de crimes économiques est ainsi de plus en plus plébiscitée – oblige le pouvoir à entreprendre de pseudo-offensives contre ce phénomène endémique. Ce d'autant plus que la mauvaise image des forces de l'ordre, réputées indifférentes, incompétentes et cyniques face au fléau de la corruption, ouvre un nouvel espace investi par une multitude d'acteurs sociaux et politiques qui entendent épauler, voire remplacer la police. Cette remise en cause du monopole étatique de la violence légitime est en réalité assez ancienne en Russie. En revanche, elle conduit certains de ces entrepreneurs de violence à investir le champ politique, en particulier en lien avec les milieux ultranationalistes. Ce volontariat pour défendre la cité se spécialise alors notamment dans la lutte anti-drogue ou contre la consommation d'alcool sur la voie publique, faisant la promotion d'un hygiénisme répressif. Certains groupes en tirent même une reconnaissance officielle et une certaine proximité avec le pouvoir en bénéficiant d'une subvention présidentielle dans le cadre d'un programme de soutien à la société civile. De leur côté, les protagonistes du jeu politique, à commencer par les représentants du parti libéral-démocrate de Russie (LDPR) et du parti communiste de Russie (KPRF), se livrent à une surenchère de discours répressifs et de programmes outranciers qui servent le pouvoir et ses pratiques.

Recourant à une nouvelle anecdote tirée de son expérience personnelle, mais cette fois-ci en tant qu'enseignant encadrant un groupe d'étudiant-e-s russes, et au cours de laquelle l'auteur et ses collègues ont subi l'intervention suspicieuse de jeunes militants nationalistes lors d'un voyage d'étude, Gilles Favarel-Garrigues s'intéresse, dans un quatrième et dernier chapitre, à la fabrique des ennemis intérieurs et extérieurs au régime de Vladimir Poutine. En effet, ayant longtemps côtoyé la société russe (et ses habitant-e-s), l'auteur a été l'un des témoins privilégiés de l'émergence d'un climat de défiance à l'égard d'un ensemble protéiforme d'acteurs sociaux et politiques, identifiés comme hostiles à la Russie. Le racisme et la xénophobie croissants au cours des années 1990 étaient principalement dirigés vers les populations immigrées originaires du Caucase et d'Asie centrale. Au cours des années 2000 s'y est ajoutée une sinophobie particulièrement prononcée à mesure que les projections démographiques faisaient craindre un recul de la population russe. Les opinions nationalistes et xénophobes ont également conquis de plus en plus d'espace sur la scène politique, comme l'illustre le cas du parti La patrie, créé par le Kremlin et qui entretient des liens étroits avec les milieux radicaux. L'Occident est en outre devenu un ennemi de plus en plus identifié par les discours politiques de tout bord depuis les révolutions de couleur. Gilles Favarel-Garrigues rappelle ainsi que c'est à partir de ces soulèvements populaires, notamment en Géorgie et en Ukraine, que le pouvoir russe a forgé le concept de « démocratie souveraine » afin de contrer la politique étrangère américaine de promotion de la démocratie libérale. C'est également à cette aune qu'il faut interpréter le fameux discours de Munich de février 2007 au cours duquel Vladimir Poutine a vertement critiqué l'hégémonie américaine et l'expansion de l'OTAN. Dans ce contexte, les mouvements d'opposition sont traités sur le mode du dénigrement et font l'objet de campagne de diffamation qui les accusent d'être à la solde de puissances étrangères. La « dictature de la loi », dont l'auteur a mis en évidence les ressorts dans les chapitres qui précèdent, s'abat alors sur eux

de façon particulièrement violente, les livrant au zèle des services répressifs, d'une part, et d'une réserve de supplétifs, d'autre part, auxquels le pouvoir russe a progressivement concédé un droit de punir et d'exercer la force en dehors de tout cadre légal.

S'adressant tant aux spécialistes qu'à un public non initié, cet ouvrage clair et concis constitue un convaincant plaidoyer pour la mobilisation des outils ordinaires des sciences sociales et de l'enquête ethnographique dans l'analyse de la Russie contemporaine. Loin des tentations d'essentialiser la nature du pouvoir et de la société russe et évitant les analyses surplombantes, il fournit des éléments tangibles, issus de terrains de recherche successifs, permettant au lecteur d'appréhender la réalité sociale et politique de l'exercice du pouvoir dans la Russie de Vladimir Poutine.

Open Access Publications - Bibliothèque de l'Université de Genève
Creative Commons Licence 4.0

